



Facteur 4D

Dossiers et Débats pour le Développement Durable

n°56 / Hiver 2012

Éditorial



Drosera rotundifolia (Madagascar 2008).

Pour engager le débat sur la transition énergétique,

Par Pierre Grison, administrateur de 4D

L'utilisation de l'énergie a toujours fait, dans toutes les sociétés de toutes les époques, l'objet d'une organisation politique au travers de lois, de règles, et d'une organisation des différents métiers. On peut donc parler de politique énergétique déjà au temps où seul le bois était utilisé comme générateur d'énergie : la gestion des forêts était alors primordiale. Au cours des dernières décennies, il en a été de même pour l'utilisation de l'énergie hydraulique, du charbon, des autres énergies fossiles, ou du nucléaire, et les règles édictées chaque époque ont cherché à répondre aux enjeux qui se posaient alors.

Dans les années 1960-70, la mise en place d'une politique nucléaire en France cherchait à répondre à des enjeux et objectifs (y compris militaires) du moment, au sein d'une société fortement centralisée avec des groupes industriels forts. Quarante ans après, on est en droit de s'interroger sur cette politique : l'environnement industriel a changé, l'état, politique et écologique, de la planète aussi, les connaissances et les techniques ont évolué, le prix relatif de l'énergie n'est plus le même. Il faut donc rebâtir une nouvelle politique énergétique qui soit en adéquation avec les nouveaux enjeux sociétaux et proposer de nouvelles orientations. C'est ce que l'on appellera « transition énergétique »

Une question alors se pose : comment changer ? La transition est le passage d'un système à

un autre et il faut le faire sans discontinuité majeure, il faut donc à la fois partir du système existant, connaître ses règles pour être compatible avec lui mais aussi l'infléchir pour arriver à un autre système. Il faut donc introduire de nouvelles contraintes qui seront l'ossature du système de demain, permettre aux acteurs existants de se réorganiser et aux nouveaux de s'organiser en filières industrielles.

Définir une politique énergie est un choix sociétal lourd, les investissements nécessaires sont très importants, les temps de mise en œuvre sont longs, et si l'on veut en plus produire localement, il est nécessaire de définir une ou des filière(s) industrielle(s) d'où des temps de mise en œuvre encore plus longs. Une politique énergie concerne tous les acteurs : industrie, tertiaires, particuliers, et impacte les emplois, la consommation des ménages, avec des problèmes de pouvoir d'achat de précarité énergétique etc. Cette mise en œuvre demande donc un débat de fond que nous proposons d'engager.



Pour plus d'info :

Rendez-vous au Mardi de 4D, le 24 avril prochain à 17h30, à la mairie du 10^e arrondissement de Paris, pour un débat autour de la transition énergétique

Sommaire

Actu 2

L'Humeur durable, *J-P. Nicol*

Enquête publique sur le prolongement du RER E à l'Ouest

Parution : Archipel Bretagne

La crise du monde libéral productiviste, *A. Lipietz*,

A l'international 4

Rio+20 : Une transition maintenant !
Collectif RIO+20

Vers Rio+20 : les enjeux de l'éducation au développement durable, *C. Lochet*

La politique internationale de lutte contre le changement climatique à l'issue de la Conférence de Durban, *E. Diaz, P. Radanne, M. Chéron*

Le 6^e Forum mondial de l'eau ouvre un espace de dialogue entre gestionnaires de l'eau et experts du climat, *J-L. Redaud*

Guy Loinger, Par Jean-Pierre Piéchaud

Guy Loinger nous a quitté. Nous avons appris sa disparition à la suite d'un accident cardiaque, avec beaucoup de peine.

Guy Loinger était Professeur à l'Université Paris I et Directeur de l'Observatoire International de Prospective Régionale (OIPR). C'était un compagnon de route de 4D. Plusieurs membres de l'association

participaient aux réunions du séminaire de l'OIPR qu'il animait avec un grand dynamisme et nous avons conduit avec lui plusieurs réflexions sur le thème du développement durable des territoires.

Nous nous associons à la tristesse de sa famille et de ses amis.



Humeur durable / Dû, dur, durable... Par Jean-Pierre Nicol

Si ce facteur 4d était paru en janvier, je vous aurais présenté mes vœux de bonne année 2012 : paix, joie, planète saine, pétrole à bord, nucléaire en poubelles, virus en grippe, OGM en justice et autres bonheurs pour le surlendemain, voire le lendemain du surlendemain. Ma paresse native m'évitera cette fois encore de confronter des souhaits parmi les meilleurs aux mesquineries de l'actualité. Lesquelles ne semblent d'ailleurs plus émouvoir grand monde. Que chacun crève dans son coin et la grandeur nationale restera intacte.

Pour peu, nous nous laisserions croire que l'âge nourrit le radotage.

*A rime simple, juste un zeste de maquillage
Pour ravauter des ans l'irréparable outrage...*

Et voilà deux alexandrins pour voiler le doute qui m'assaille. Ne servirait-il à rien de dénoncer sans cesse, de répéter sans trêve, de remettre sur le devant les atteintes aux principes éthiques, économiques et sociaux qui fondent une société vivable et, peut-être, un développement durable ? Chaque fois, la famine – que deviennent les habitants du Sahel, de Somalie, d'Éthiopie, du Mexique, de Corée du Nord ? – les catastrophes naturelles ou les impérities humaines aux funestes conséquences, les guerres, la corruption, la rapacité financière, l'imprévision, la négligence des risques, la médiocrité des politiques, aggravent les inégalités. Que sont nos utopies devenues ? Le soi-disant réalisme, cet autre nom de la lâcheté, les a toutes perdues.

Ce qui est dû à l'humanité, depuis que le primate s'est dressé sur ses pattes arrière, c'est le soin de vivre mieux. Après avoir appris à casser correctement les cailloux, à utiliser des outils, à construire, et bien d'autres moyens d'améliorer l'ordinaire, la sagesse est censée avoir enseigné aux êtres intelligents, que nous sommes tous, à se conduire honnêtement envers ses semblables. La société protège les siens. Cet élan se poursuit. Plus ou moins bien. Mais le sommeil de la raison engendre des monstres. Asmodée, le Golem, Moloch et autres ravageurs de l'imaginaire, causent des dégâts bien réels.

Qui paie le plus lourd tribut à ce Moloch ? demandais-je lors de ma dernière chronique. Toujours les mêmes, les humbles, les sans grades, les faibles, les misérables. Agriculteurs et pêcheurs de Fukushima, victimes du (toujours) improbable accident nucléaire majeur, enfants travailleurs des usines des

«paradis» émergents, chômeurs de tous pays, malades qui ne peuvent payer l'accès aux soins : partout les rigorismes (pardon, les mesures d'austérité financière) coupent d'abord les crédits sociaux, les dépenses de santé et d'éducation, mais maintiennent les privilèges fiscaux et les avantages en nature qui permettent de corrompre les élites auto-proclamées.



A Fukushima, le système obligatoire de communication de secours de la centrale n'avait pas été installé. Le Concordia (quel joli nom), expression de la démesure des navires dits de croisière, s'est approché trop près de la côte et, non content de tuer des êtres humains, déverse le fuel sur les côtes. On a beau se dire que ce n'est pas la première fois, que les dommages seront passés sous silence dans les années à venir, que d'autres saloperies du même calibre effaceront celle-ci des mémoires, que la longueur des procédures ruinerait de toute façon et l'environnement et ceux qui vivent des ressources naturelles, Rien n'y fait. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Se résigner ? La pire des solutions et la plus facile. Il suffit d'attendre. De toute façon, à la longue et avec un peu de patience, nous mourrons tous. En appeler à la conscience morale ? Encore faudrait-il que le cynisme et la corruption (ou le lobbyisme, ce mot poli et «techno» en diable) ne ravage pas les lieux où se prennent les décisions, où l'on croit que d'autres compensent les effets indésirables de vos errements. Œuvrer localement ? Vous y resterez cantonnés et les bienfaits de vos actions seront soit limités, soit récupérés par le système qui les fera vite disparaître. Agir par à-coups ? L'enthousiasme retombe vite et la

routine de l'exploitation éhontée, sans vergogne ni précautions reprendra le dessus. Lancer l'alerte ? Il faut des décennies pour arriver à obtenir des résultats. Songez à l'amiante, cas emblématique. Et les phénols et les dioxines...

Nous restent des larmes de crocodile. Elles ne rempliront pas les nappes. Elles ne dépollueront pas plus. Voilà ce qui arrive quand on oublie de gérer les ressources pour le futur. Elles ne se renouvellent pas. Aucun financier n'a jamais trouvé le moyen de faire de l'eau. Les pluies diluviennes qui s'abattent ici ou là n'améliorent en rien la situation, ou bien l'empirent. Par exemple, des inondations en Malaisie ont raréfié la production de mémoires informatiques. Mille autres exemples peuvent être cités.

Ainsi va le monde. Essayons encore de soulever le rocher de Sisyphe, Tentons comme Prométhée de ramener le feu du ciel sur terre au plus grand bénéfice des humains. Reprenons le fardeau d'Atlas. Et promettons-nous d'entreprendre quelques travaux à la mesure d'Héraklès. Qu'il est long de nettoyer les écuries d'Augias...

Les enfants de Tchernobyl meurent toujours. Et Fukushima au loin leur fait écho. Les affamés survivent encore.

Enquête publique sur le prolongement du RER E à l'Ouest

L'Association 4D et l'Atelier Local d'Urbanisme du 3^e arrondissement de Paris confirment leur position émise lors du débat public de décembre 2010 et demandent une comparaison transparente entre la solution « tunnel direct » et le schéma de principe initial qui utilise la ligne Transilien Saint-Lazare-la Défense en activité.



Pour en savoir plus :

La contribution de 4D/ALU3 à l'enquête publique et le cahier d'acteurs sur les transports publics de la métropole parisienne sont téléchargeables sur le site de 4D :

http://www.association4d.org/article.php3?id_article=690



PARUTION :

Archipel Bretagne

Le développement durable en Bretagne, un grand enjeu : la qualité de l'eau

La Bretagne du début du 21^{ème} siècle n'a rien à voir avec la description qu'en faisait Flaubert au 19^{ème} siècle. C'est une région très dynamique, dont les ressorts sont une forte identité culturelle, et son corollaire une forte cohésion, terreau où se relèvent les défis économiques et fleurissent de nombreuses innovations sociales. Le choix dans les années 1960 de la construction d'un complexe agro-alimentaire reposant sur la production de masse d'un élevage industriel hors sol a permis de répondre au souhait de « vivre au pays ». Mais ses conséquences environnementales, dénoncées depuis plus de 40 ans par de puissantes associations comme « Eau et Rivières de Bretagne », constituent un obstacle majeur pour le développement durable breton. Le développement durable est pourtant un objectif largement partagé par les collectivités territoriales. La Région a mis cet objectif au cœur des politiques qu'elle impulse et s'appuie sur un maillage dense d'associations. La Bretagne est un des nombreux exemples des difficultés à infléchir le fonctionnement d'un tissu économique issu de l'effort productiviste de l'après-guerre. La fiche a été rédigée par Catherine Lapiere et Françoise Gourio Mousel.



Pour plus d'info :

L'Archipel des Régions est diffusé par l'Encyclopédie du développement durable

Site internet : <http://www.encyclopedie-dd.org/archipel-des-regions>

La crise du modèle libéral-productiviste,

Par Alain Lipietz

Extrait de l'article publié dans l'Encyclopédie du Développement Durable.

« On peut donner bien des explications endogènes à l'effondrement du modèle libéral productiviste, étant donné qu'il était manifestement basé sur une montagne de contradictions, déjà identifiées par les économistes classiques du XIX^e siècle (dont Ricardo et Marx). Le miracle fut plutôt l'incroyable succès de la croyance superstitieuse dans la puissance auto-régulatrice des marchés, alors que le modèle libéral productiviste était précisément si semblable aux "Roaring Twenties" (les Années folles), le modèle libéral critiqué par Karl Polanyi.

En effet, les explications standard à la crise de 1929 vinrent immédiatement à l'esprit lors du krach de la banque Lehman Brothers en 2008. Et bien sûr, toutes ces explications capturaient certains aspects de la réalité, puisqu'une grande crise est toujours à multiples couches. Mais dans la crise actuelle, de nouveaux aspects sont apparus, invisibles dans toutes les crises du XX^e siècle : le développement d'une crise écologique.

Ce n'est pas absolument « nouveau ». C'était même le caractère général de toutes les crises jusqu'en 1848 ! Mais c'est nouveau pour le capitalisme développé. Si nouveau que Marx, Keynes, l'approche de la régulation, et l'approche mainstream ont pu l'ignorer dans leurs analyses de toutes les crises postérieures à 1848... ».



Pour en savoir plus

A lire dans l'Encyclopédie du dd, deux articles d'Alain Lipietz, qui décryptent les crises actuelles :

- La crise du modèle libéral-productiviste : <http://encyclopedie-dd.org/encyclopedie/economie/la-crise-du-modele-liberal.html>
- Peurs et espoirs : alternative à la crise du modèle libéral-productiviste - Feuille de route pour un Green Deal : <http://encyclopedie-dd.org/encyclopedie/economie/peurs-et-espoirs-alternative-a-la.html>



Agenda

19-23 mars 2012

New York, réunion informelle informelle sur Rio+20

26-27 mars 2012

New York, 3e réunion intersessionnelle sur Rio + 20

13-15 juin 2012

Rio de Janeiro, Prep Com 3 Rio + 20

16-19 juin 2012

Rio de Janeiro, Sandwich Days

20-22 juin

Rio de Janeiro, Conférence Rio + 20

15-23 juin

Sommet des Peuples

ADHÉRER À 4D, C'EST SOUTENIR ET REJOINDRE UN RÉSEAU D'ACTEURS ENGAGÉS DANS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un réseau constitué par les adhérents de 4D, partenaires, collectivités, associations, chercheurs et spécialistes.

Pour plus d'informations :

Rubrique « Rejoignez-nous » sur notre site internet

http://www.association4d.org/rubrique.php3?id_rubrique=2

ADHESION 2012



Rio+20 : Une transition maintenant ! *par le Collectif RIO+20*

Dans le contexte actuel de crise, la prochaine Conférence Rio+20 pourrait être l'occasion de repenser le développement à l'échelle mondiale en intégrant des régulations économiques, sociales, environnementales et juridiques. Le Collectif RIO+20 porte des propositions en ce sens pour une transition dont le Sommet signifierait le point de départ.

La crise est sur toutes les lèvres. Les marchés financiers font autorité, la précarisation des emplois et les licenciements montrés comme justifiés, l'éducation et le social relégués au second plan... Les jalons de l'instabilité financière mondiale sont posés depuis les années 70. Le modèle s'effondre, comme en 1929, et l'on ne peut faire que le constat des limites physiques, humaines et sociétales d'un système qui n'a pas réussi à installer la prospérité, qui a aggravé les inégalités, tout en ignorant les contraintes écologiques et les conséquences sociales et sanitaires des choix effectués.

Conférence de presse du 27 janvier 2012

Une conférence de presse s'est tenue le vendredi 27 janvier, à la Maison des Ensembles, avec Pierre Radanne (président 4D), Daniel Geneste (CGT), Dominique Olivier (CFDT), Nathalie Péré-Marzano (CRID) et Céline Mesquida (FNE). Elle a réuni environ 30 personnes dont une douzaine de journalistes.



Pour en savoir plus

www.collectif-france.rio20.net

Twitter @Collectif_Rio20

Facebook Collectif RIO+20



Sorties de crises et nouvelles voies de développement

Le pouls de ce monde traduit bien des maux sociaux, écologiques, démocratiques qui se heurtent à l'économie et à la finance toujours plus étroitement entremêlés et incontrôlés. Avec une augmentation de la population mondiale de 2 milliards d'habitants sur les trente prochaines années et la pression considérable des pays émergents pour atteindre la prospérité, comme tous les pays du monde, la sortie par le haut rend encore plus indispensable la recherche de nouvelles voies de développement, qui répondent de manière équitable et durable aux besoins sociaux, alimentaires, énergétiques et sanitaires pour tous.

Une prise de conscience collective mondiale est nécessaire. Les Sommets de la Terre organisés tous les 10 ans sous l'égide de l'ONU donnent lieu, si ce n'est à de vraies décisions politiques, du moins à la formulation de nouveaux impératifs. Aujourd'hui, nous avons besoin d'un engagement politique international pour affronter l'interdépendance des crises et inverser le cours des événements. A partir du 13 juin 2012 à Rio, la société civile se mobilisera autour de la conférence onusienne. Le Collectif RIO+20, créé en 2010, regroupe des organisations de solidarité internationale, environnementales, féministes, syndicales, d'économie sociale et solidaire et think tank... pour préparer des propositions.

Le Collectif porte la volonté d'un projet de société qui fasse sens. A l'échelle nationale, c'est par la réduction des inégalités et non par la réduction des budgets sociaux ou l'enfoncement des plus vulnérables dans une précarité croissante que nous devons envisager la sortie.

Une transition appuyée sur une quadruple régulation inédite

Plutôt que de poursuivre un business as usual, jusqu'au point de rupture morale, nous voyons dans cette période actuelle une phase unique de l'histoire, où les champs qui structurent nos sociétés et leurs systèmes de pensée ne sont plus adaptés aux défis qui nous attendent. Cela suppose d'introduire quatre nouvelles régulations : une régulation économique et financière ; l'élaboration d'un socle international de protection sociale et l'arrêt du dumping social ; une régulation écologique pour lutter contre le changement climatique et l'érosion de la biodiversité ; une régulation

juridique par l'adoption d'une Charte des responsabilités universelles, complément de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et de la Charte de l'ONU, fondement d'un droit international responsabilisant sur l'impact des politiques et des actes et garantissant à chacun l'effectivité de ses droits. Rio+20 serait un point de départ de cette transition à l'échelle planétaire, mais aussi locale, affirmant les accès aux droits fondamentaux, à une gouvernance mondiale démocratique.

Pour ne parler que du chômage, affectant une population toujours croissante, il faut engager une transformation du travail fondée sur la production de biens et de services répondant aux besoins d'un développement humain et du fonctionnement collectif. La transition vers la société bas-carbone peut être l'avènement d'une industrie et de nouveaux services responsables écologiquement et socialement prônant l'emploi décent pour tous et une sécurité sociale professionnelle. Dans tous les domaines, nous avons besoin de transformations majeures passant par un intérêt général, hissé au niveau de l'humanité tout entière et s'appuyant sur tous les échelons de la société, et sur une base démocratique solide.



La Contribution soumise à l'ONU a été initiée lors du séminaire du Collectif RIO+20 du 18 juin 2011.

Le Collectif français RIO+20 a soumis une contribution à l'ONU réaffirmant ses attentes, des principes et mises en œuvre possibles. Nous portons une ambition pour l'humanité et l'impulsion pour une transition qui dépassera 2012. La société civile se mobilise pour un changement de civilisation qui se conjuguera avec une gestion collective et responsable de la planète, nécessitant la construction d'une nouvelle gouvernance mondiale et ayant pour clé de voûte une réponse aux quatre régulations. La transition de nos sociétés doit commencer !

Paru le 14 février sur Mediapart :

<http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/140212/rio-20-la-transition-cest-maintenant>



A l'international

Vers Rio+20 : les enjeux de l'éducation au développement durable,

par Claire Lochet, Ligue de l'enseignement

Le Forum des ressources pour l'éducation au développement durable (FOREDD) a eu lieu du 2 au 3 Février 2012, au CRDP de l'Académie d'Amiens et portait sur la thématique suivante: L'éducation au développement durable et les enjeux du sommet de la Terre « Rio+20 ».

Le Forum était organisé au CRDP d'Amiens, qui est Pôle national de compétence du réseau SCÉRÉN [CNDP-CRDP] en matière d'éducation au développement durable.

Lors de ce forum Bertrand Cocq, le directeur du CRDP de l'Académie d'Amiens, Jean-Louis Mucchielli, le recteur de l'Académie d'Amiens, chancelier des Universités, Jean-Marc Merriaux, directeur général du Centre national de documentation pédagogique (CNDP), Michel Hagnerelle, inspecteur général de l'Éducation nationale, groupe histoire et géographie, chargé d'une mission nationale pour l'EDD, Gérard Bonhoure, inspecteur général de l'Éducation nationale, groupe sciences de la vie et de la Terre, chargé d'une mission nationale pour l'EDD et Jean-Michel Blanquer, directeur général de l'enseignement scolaire (DGESCO), ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, ont réaffirmé l'implication du Ministère de l'Éducation nationale et des CRDP et CNDP en matière d'éducation au développement durable.

Plusieurs tables rondes ont ensuite été organisées.

La première avait pour thématique la France et Rio + 20 et était animée par deux intervenants ; Dominique Dron, commissaire générale au développement durable, ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement et Jean-Louis Mucchielli. Dominique Dron a rappelé les enjeux de Rio +20, en citant notamment la Conférence des 30 et 31 Janvier 2012, organisée par le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, et le Ministère des affaires étrangères.

La deuxième table ronde était animée par Jean-Michel Valentin, chercheur en études stratégiques, qui a fait le lien entre développement durable et géopolitique planétaire.

Les troisièmes et quatrièmes tables rondes

portaient sur l'évolution des enjeux depuis Rio 1992 ;

La troisième table ronde portait plus précisément sur « le Vivant, enjeu d'humanité ». Les deux intervenants étaient Bernard Chevassus-au-Louis, docteur en sciences, inspecteur général de l'agriculture, membre de l'Académie des technologies, et Jean-Claude Ameisen, président du Comité d'éthique pour la recherche médicale et en santé de l'Inserm, membre du Comité consultatif national d'éthique. Ces derniers ont présenté les notions de biodiversité et notamment de relations entre espèces vivantes.

Enfin, la dernière table ronde était animée par Michel Peltier, directeur général adjoint du Conservatoire du littoral, Yves Jean, professeur de géographie à l'université de Poitiers et Jean-Yves Chapuis, enseignant en école d'architecture Paris Val de Seine et à l'Institut français d'urbanisme et avait pour thématique « Territoires et développement durable ».

Un guide de participation pour les jeunes à Rio

Rio+twenties, une organisation fondée par des membres du groupe majeur jeunesse, lance un guide pour la participation à la Conférence Rio-2012. L'objectif est rendre les négociations compréhensibles et d'identifier les différents outils qui permettront aux jeunes de participer activement au processus.

Téléchargez le guide sur le site du Collectif RIO+20 : <http://collectif-france.rio20.net/>

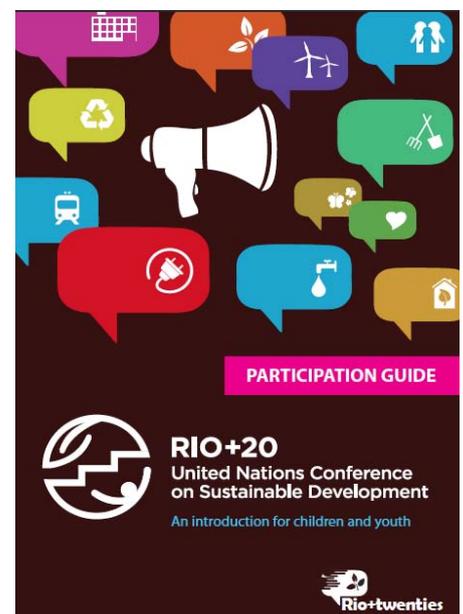


Réaction au Draft zéro

Le draft zero, élaboré sur la base des contributions des États et des organisations de la société civile, a été publié le 10 janvier sous l'intitulé « The futur we want ». Ce bref document se révèle extrêmement faible dans ses orientations, et il ne propose aucune vision d'un futur possible. Le ton est celui d'un engagement « mou », alimenté par des constats parcelaires et des recommandations sans ambition... Si cet avant-projet a le mérite de rappeler les principes de Rio-92, et il faudrait d'ailleurs tous les réaffirmer, il contourne néanmoins allègrement les difficultés auxquelles le monde doit faire face, en ne prenant aucunement compte des grands bouleversements que ce monde a connus au cours des 20 dernières années et en ignorant les difficultés rencontrées dans le cadre des négociations multilatérales.

En réaction, le Collectif RIO+20 présente des propositions concrètes sur: une feuille de route pour la relance du multilatéralisme, une quadruple régulation économique, financière, sociale, environnementale et juridique, les limites à la concurrence y compris dans le domaine agricole, le renforcement de la démocratie à travers l'intervention citoyenne, la gouvernance internationale du développement durable...

<http://collectif-france.rio20.net/>





La politique internationale de lutte contre le changement climatique à l'issue de la Conférence de Durban, par Emeline Diaz, Pierre Radanne, Marie Chéron

La 17^{ème} Conférence des Parties de la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui s'est déroulée à Durban, en Afrique du Sud, du 28 novembre au 11 décembre 2011, n'a pas joué le même rôle que celles politiquement décisives de Copenhague (CdP15) ou de Cancún (CdP16) qui devaient réussir à reconstruire la confiance en un processus multilatéral menacé par les divisions et les désengagements. Pourtant, Durban avait la tâche complexe de traiter de front plusieurs sujets, et de gérer des enjeux de natures différentes et à visée temporelle variable :

- D'abord, la mise en œuvre opérationnelle d'un ensemble de mécanismes et d'instruments : le mécanisme REDD+, le Fonds Vert pour le Climat, le cadre pour l'adaptation, le Comité exécutif pour la technologie, la mise en œuvre des MAANs, les mécanismes de suivi et de vérification... Durban a ainsi clôturé un cycle de négociations entamé depuis Montréal sur les aspects opérationnels, et mis en exergue le rôle des acteurs locaux.

- Ensuite, il s'agissait de trancher enfin sur le sujet le plus décisif, repoussé depuis Copenhague, de la 2^{nde} période d'engagement du Protocole de Kyoto et du niveau d'engagements des pays industrialisés. Durban a réussi à conserver le Protocole vivant, bien qu'énormément amoindri, et amputé d'une grande partie de ses membres.

- Enfin, il fallait définir un calendrier de négociation pour les années à venir, visant la mise en place d'un nouvel accord juridiquement contraignant rassemblant toutes les Parties.

Durban s'est en effet achevée sur une décision concernant la manière de conduire le processus post 2012.

"Decides that the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action shall complete its work as early as possible but no later than 2015 in order to adopt this protocol, legal instrument or agreed outcome with legal force at the twenty-first session of the Conference of the Parties and for it to come into effect and be implemented from 2020."

Les termes, suffisamment flous pour contenter tout le monde sans contraindre personne, laissent ouvertes toutes les possibilités sur le

résultat attendu. Plus que sur la nature du futur accord, c'est sur un calendrier et une méthode de travail qu'une décision a été prise. Ainsi, en réalité, a été actée la nécessité d'une refonte des bases du processus de négociation, à la fois des principes et des principaux acteurs.

L'UE, entraînant les pays en développement dans son sillon, a fait de la mise en place d'un calendrier courant jusqu'en 2020 et débouchant sur une promesse d'accord incluant tous les pays, la condition *sine qua non* de sa prise d'engagements dans une deuxième période du Protocole de Kyoto. En effet, elle était tiraillée



Connie Hedegaard, Commissaire européenne à l'Action pour le climat, à Durban, en décembre 2011.

entre son refus de s'engager seule et sa volonté de ne pas abandonner le processus, notamment à la demande des pays développement. Consciente de l'impossibilité à raccrocher certains pays, et de régler la question des engagements des pays émergents, elle a décidé de faire du calendrier de mise en œuvre la contrepartie à son engagement isolé, et à la perte, en définitive, du Protocole de Kyoto en tant que pilier principal des négociations climat.

L'incertitude sur la nature du futur accord

Plusieurs options se profilent désormais :

- **Des négociations difficiles sur la Plateforme de Durban** : soit pour cause de ratification trop tardive par le nombre requis d'Etats, soit par la faiblesse de l'outil finalement choisi : une simple décision de la CdP, une simple décision politique, ne nécessitant donc pas de ratification par les parlements nationaux. Cela entraînerait donc peut être une reconduction du Protocole de Kyoto, avec une troisième

période d'engagement.

- **Des négociations qui débouchent sur un accord global** regroupant tous les pays, avec une fusion, dans les faits de cet accord et du Protocole de Kyoto. L'instrument élaboré pourrait prendre différentes formes :

1. **Un nouveau protocole**, rattaché à la Convention de Rio. Cette option rendrait nécessaire un amendement à la Convention, afin de gommer les catégories actuelles de pays, et les différences de traitements juridiques qui leur sont associées.

2. **Un amendement à la Convention** créant de nouveaux engagements pour certains pays.

3. **Une nouvelle Convention**

La négociation climat s'engage dans une année charnière. Deux rendez-vous rythmeront 2012 : la Conférence de Rio +20 et la COP 18, qui se déroulera au Qatar. Rio+20 pourra, si la gouvernance internationale est réellement questionnée et sa réforme

programmée, ouvrir les perspectives pour dépasser les blocages internes à la CCNUCC.

Et si les résultats de la Conférence de Durban sont loin d'être à la hauteur de ce que recommandent les scientifiques par rapport à la stabilisation du climat dont le monde a besoin, ils ont néanmoins permis d'ouvrir la voie à un nouveau round de négociation. Avec pour horizon la possible mise en place, après 2020, d'un régime climat fort et adapté à la



Pour en savoir plus :

"La politique internationale de lutte contre le changement climatique à l'issue de la Conférence de Durban", par Emeline Diaz, Pierre Radanne, Marie Chéron, février 2012.

La note de décryptage est téléchargeable sur le site de 4D : http://www.association4d.org/article.php?id_article=680



Le 6^e Forum mondial de l'eau ouvre un espace de dialogue entre gestionnaires de l'eau et experts du climat, par Jean-Luc Redaud et Amélie Boissonnet*

Dans le cadre de la préparation du Forum de Marseille, l'Académie de l'Eau et le Programme Hydrologique International de l'UNESCO ont réuni, les 14 et 15 novembre derniers, plus de 70 experts de l'eau et du climat à la maison de l'UNESCO pour participer au séminaire "Raising awareness and enhancing the adaptive capacity of water resources planning and management to climate change impacts".

Ce groupe de travail a pour objectif de partager les expériences des scientifiques et gestionnaires de ressources en eau du monde entier, en vue de définir comment élaborer de nouveaux outils permettant de mieux intégrer les incertitudes liées aux impacts du changement climatique dans les systèmes de planification et de gestion des eaux superficielles et souterraines, dans l'optique d'améliorer la gestion adaptative des ressources en eau.

Ce séminaire a permis de mettre en valeur un éventail de travaux, qui interviennent aussi bien en amont de la gestion, au niveau de la recherche, en vue d'améliorer la précision des modèles et de faciliter des descentes d'échelle afin de réduire les incertitudes, que sur le plan opérationnel, montrant des exemples de bonnes pratiques qui s'efforcent d'intégrer les changements globaux et climatiques de manière concertée dans la planification des ressources en eau.

D'après les résultats de la recherche scientifique, les effets du changement climatique sur le cycle hydrologique risquent d'avoir un impact considérable sur la disponibilité des ressources en eau¹. Les récents rapports du GIEC² ont mis en évidence l'in-terférence forte entre les risques de réchauffement de la planète, les prévisions pluviométriques et les perspectives d'évolution des régimes hydrologiques des eaux superficielles et souterraines, tant en termes d'abondance (modules), qu'en termes de risque d'aggravation des étiages ou des crues. Toutefois, la vulnérabilité des ressources en eau est caractérisée par un haut degré d'incertitudes, lié au choix des scénarios climatiques et aux difficultés de descendre aux échelles locales et régionales de gestion des ressources en eau. Progressivement, les études scientifiques réunies ont permis de passer de modèles globaux à des modèles régionaux et de resserrer le champ des incertitudes liées aux

scénarios d'émission des gaz à effet de serre ou aux défauts de connaissance. Le 5^{ème} rapport du GIEC, à paraître début 2014, devrait permettre d'aller plus loin dans l'affinement des résultats.

La gestion des incertitudes : un véritable défi pour les gestionnaires de l'eau

Plusieurs rapports internationaux récents³ ont mis en évidence les difficultés de caractérisation de ces incertitudes. Le caractère partiel et inadapté de l'information disponible ne permet pas découvrir l'ensemble des impacts et situations auquel sera confronté le secteur de l'eau dans le futur⁴.

Cette situation est un frein à la prise de décision et à la planification de la gestion des ressources en eaux des bassins et territoires

climatique reste faible dans les instruments de la politique de l'eau en France, tels que les Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux adoptés par les agences de bassin. Pour combler cette lacune, de multiples études sont en cours dans le but de préciser les impacts futurs du changement climatique sur le régime des eaux des rivières⁶.

Le séminaire a permis de démontrer que ce diagnostic est partagé par une majorité de gestionnaires de ressources en eau, dans des situations très contrastées de par le monde, qui sont confrontés à ce double défi chercher à réduire les incertitudes, mais aussi de devoir apprendre à planifier en avenir incertain. Selon M. Le Treut (GIEC/IPCC), il faut désormais traiter l'incertitude climatique comme un risque supplémentaire.



© Comité International du 6ème Forum Mondial de l'Eau

hydrographiques, dans un contexte où celle-ci doit également intégrer, au-delà du changement climatique, un ensemble de changements globaux (humains, économiques, démographiques, etc.) qui créent généralement des contraintes à des horizons beaucoup plus rapprochés dans l'espace et dans le temps.

En France, ce problème a été diagnostiqué à l'occasion de l'élaboration du Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC)⁵. Le PNACC identifie les principaux secteurs susceptibles d'être impactés par le changement climatique en France et met en évidence les risques de changements importants du cycle de l'eau en France, qui varient en fonction des bassins. Néanmoins, l'intégration des aspects liés au changement

Resserrer les liens entre le monde de l'eau et du climat

À l'issue de ces deux journées d'échanges et de discussions, les participants ont formulé une série de recommandations pour resserrer les liens entre le monde de l'eau et du climat, dans le but de faire progresser l'applicabilité des projections climatiques dans le domaine de la gestion des ressources en eau, partant de la nécessité de tenir compte de la variabilité hydrologique et de l'incertitude dans le processus de prise de décision⁷.

6 Voir l'encadré ci-dessus pour consulter les études cas présentées lors du séminaire à l'UNESCO, les 14 et 15 novembre 2011.

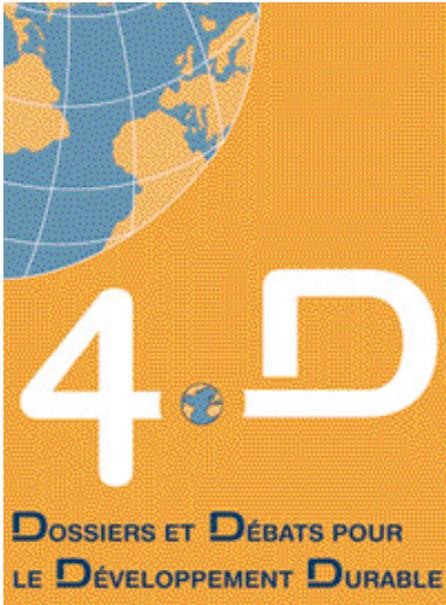
7 Les recommandations émises à l'issue du séminaire sont disponibles en ligne sur le site de l'Académie de l'Eau : http://www.academie-eau.org/fiche_actu.php?id=37.

1 World Bank (2010).
2 IPCC (2007).

3 Turrall, Burke, Faurès (2011), FAO (2011), GIEC/IPCC (2007).
4 IPCC (2008).
5 Plan National d'Adaptation au Changement Climatique, MED-DTL, 2011.



A l'international



...Suite de la page 6

La problématique de la gestion des incertitudes a été abordée, d'une part, en termes de réduction de la marge d'incertitudes, par le développement continu des modèles climatiques globaux et régionaux et l'amélioration des techniques de descente d'échelles.

Face aux limites des modèles scientifiques pour la gestion et la planification des ressources en eau, les participants appellent à soutenir les efforts de perfectionnement de ces modèles pour une meilleure adéquation entre les besoins des gestionnaires et les outils disponibles. D'autre part, face au constat qu'une marge irréductible d'incertitude subsistera nécessairement en dépit des progrès scientifiques, les participants ont abordé la question de la prise de décision en contexte incertain, sous l'angle de la construction de politiques robustes, basées par exemple sur des mesures sans regrets. La demande d'accompagnement des professionnels de l'eau, afin de mieux appréhender les futurs enjeux liés au changement climatique, s'est traduite par l'émergence de deux initiatives fortes visant à nourrir la recherche de solutions opérationnelles pour la gestion adaptative des ressources en eau :

- Création d'une plateforme d'échange entre les scientifiques du GIEC et les gestionnaires de l'eau, dans le but de renforcer le dialogue entre le monde de l'eau et du climat. Cette plateforme permettra de faciliter la participation des experts de l'eau dans les négociations et groupes de travail sur le climat, en assurant un relais d'information et un rôle d'encouragement à participer activement au processus de révision des rapports du GIEC, en particulier pour les sujets sous-représentés tels que les eaux souterraines, la qualité de l'eau ou les enjeux transfrontaliers. Elle permettra également de canaliser les connaissances et l'expertise des professionnels du secteur de l'eau vers les processus politiques liés au changement climatique, y compris le programme de travail de Nairobi de la CNUCC.

- Création d'un sous-réseau d'organismes de bassin afin de collecter, échanger, de partager et de capitaliser les bonnes pratiques, dans l'optique de développer des approches multisectorielles et multi-acteurs à l'échelle des bassins, et d'encourager la construction d'une vision de long terme commune.

Enfin, les participants au séminaire ont tenu à rappeler aux parties investies dans les négociations de la Convention Climat et la préparation de Rio+20 la place centrale de l'eau dans la quasi-totalité des politiques d'adaptation, qui devront être porteuses d'une

gestion raisonnée des ressources naturelles.

Ce séminaire a marqué une étape essentielle dans l'ouverture du dialogue entre le monde de l'eau et du climat, pour une approche intégrée des problématiques dans la planification des politiques publiques. Les recommandations formulées serviront de support à l'engagement des acteurs et à l'identification de solutions concrètes pour l'intégration des incertitudes dans la planification et la gestion des ressources en eau. Elles seront portées aux prochains rendez-vous internationaux de l'eau et du climat, tels que le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau (mars 2012) et la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (juin 2012).

*Jean-Luc Redaud, Académie de l'Eau/CGAAER.

Amélie Boissonnet, Académie de l'Eau.

Association 4D

150-154, rue du Faubourg Saint-Martin
75010 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 64 74 94

Fax : 33 (0) 1 44 64 72 76

Email : info@association4d.org

Site Web : www.association4d.org

Facteur 4D N°56

Hiver 2012

N°ISSN : 1293-1136

Directeur de la publication

Pierre Radanne

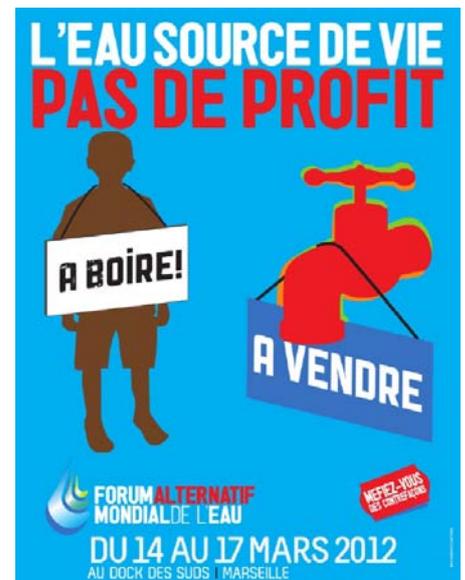
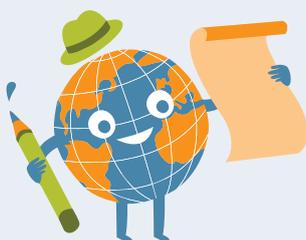
Comité de rédaction

Marie Chéron, Vaia Tuuhia, Claire Grenet-Michel.

Conception graphique

Mademoiselle Émilie

Site Web : www.emilie.cheron.fr



Pour aller plus loin :

6^e Forum Mondial de l'Eau

du 12 au 17 mars 2012 à Marseille

www.worldwaterforum6.org/fr/

Forum Alternatif Mondial de l'Eau

du 14 au 17 mars 2012 à Marseille

www.fame2012.org/fr

Coalition Eau :

<http://www.coalition-eau.org/>